

Autres opérations

Fusions et scissions

QUANTEL TECHNOLOGIES

Société par Actions Simplifiée au capital de 15.010 euros (En cours de réduction à 3 800 euros)
Siège social : 2 bis avenue du Pacifique, ZA Courtabœuf, 91940 Les Ulis
840 637 383 RCS Évry

(Société bénéficiaire de l'apport)

LUMIBIRD

Société Anonyme au capital de 18 429 867 euros
Siège social : 2 Rue Paul Sabatier, 22300 Lannion
970 202 719 RCS Saint Brieuc

(Société apporteuse)

Avis de projet d'apport partiel d'actif

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 juin 2019, les sociétés QUANTEL TECHNOLOGIES et LUMIBIRD, ont établi un projet de traité d'apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions.

Aux termes de ce projet, et sous réserve de la réalisation des conditions suspensives prévues à l'article 7 du projet de traité, la société LUMIBIRD apportera à la société QUANTEL TECHNOLOGIES une branche d'activités de production et de recherche & développement de lasers composée de l'ensemble de ses actifs, passifs, droits et obligations s'y attachant sous réserve des exclusions spécifiquement énoncées à l'article 2.1 du projet de traité.

Lumibird transmet dans le cadre de l'apport des éléments d'actif de 9 584 073 euros et des éléments de passif de 7 835 181 euros, soit un actif net de 1 748 892 euros.

En rémunération de cet apport, la société QUANTEL TECHNOLOGIES augmentera son capital social d'un montant de 1 748 892 euros, pour le porter de 3 800 euros (capital social de QUANTEL TECHNOLOGIES à la date de réalisation de l'apport) à 1 752 692 euros par création de 1 748 892 actions nouvelles, entièrement libérées, émises en faveur de la société LUMIBIRD. Postérieurement à la réalisation de l'apport, le capital social de la société QUANTEL TECHNOLOGIES sera ainsi divisé en 1 752 692 actions d'une valeur nominale de un euro chacune, toutes de même catégorie.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du projet de traité, l'opération prendra effet rétroactivement (y compris d'un point de vue comptable et fiscal) au 1^{er} janvier 2019.

Conformément aux dispositions de l'article L.236-6 alinéa 2 du Code de commerce, le projet de traité a été déposé le 25 octobre 2019 au greffe du Tribunal de commerce de Évry et le 24 octobre 2019 au greffe du Tribunal de commerce de Saint Brieuc.